Charte, secondaire il est vrai, mais très important: "Sera dûment prise en considération l'importance d'un recrutement effectué sur une base géographique aussi large que possible". C'est ainsi que le Secrétariat a fini par compter un pourcentage beaucoup plus élevé qu'il n'était souhaitable de nationaux de quelques grands États.

Le 13 février 1946, l'Assemblée générale adopta un règlement provisoire établissant les conditions d'emploi des membres du personnel. L'expérience devait enseigner par la suite les moyens à prendre pour améliorer ce règlement. On avait l'intention d'adopter éventuellement des règles applicables au personnel titularisé.

Les membres du personnel furent recrutés sous le régime de trois types de contrats: contrats temporaires de durée indéfinie, contrats de durée déterminée et contrats permanents. Tôt ou tard, la majorité du personnel devait être titularisée. A cause des circonstances dans lesquelles les fonctionnaires furent d'abord recrutés, et à cause de la nécessité de respecter, en matière de titularisation, le "principe de la distribution géographique", il n'y avait encore en 1951 que le tiers, environ, du personnel qui fût titularisé. La plupart des membres du Secrétariat avaient encore un statut indéterminé, plusieurs depuis assez longtemps déjà.

Entre-temps, le 24 novembre 1949, l'Assemblée générale institua un Tribunal administratif des Nations Unies, chargé de connaître des prétendues ruptures de contrats de travail par l'Organisation des Nations Unies.

On s'était proposé d'étudier et d'adopter à la cinquième session de l'Assemblée générale, en 1950, un règlement applicable au personnel titularisé. Comme bien d'autres problèmes étaient plus urgents, il fallut reporter à la sixième session l'étude de cette question. Dans l'intervalle, un certain nombre de cas de résiliation de contrats conclus avec les membres du personnel attirèrent l'attention générale. A la fin de l'été 1951, le Tribunal administratif avait à entendre un certain nombre d'appels émanant de membres du Secrétariat dont le contrat avait été résilié. Appuyés par l'Association du personnel des Nations Unies, ces appels se heurtaient à l'opposition du Secrétaire général. Le Tribunal administratif rendit des décisions qui, contrairement aux désirs du Secrétaire général, reconnaissaient aux employés engagés en vertu de contrats temporaires de durée indéfinie le droit de connaître les motifs de la résiliation de leurs contrats, ce qui leur fournissait un élément de "juste procès" pour en appeler de la résiliation; il était reconnu en outre que le bénéficiaire d'un engagement de durée déterminée pouvait en appeler d'un refus de renouvellement de son contrat s'il pouvait établir qu'on lui avait donné à en espérer le renouvellement.

Le fait qu'un grand nombre de membres du personnel n'avaient pas encore obtenu leur titularisation, et le mécontentement suscité par la façon dont le Tribunal administratif avait réglé certains cas, firent craindre à plusieurs délégations que le débat sur le projet de règlement applicable au personnel titularisé, à la sixième session de l'Assemblée, ne fût violent. Cependant, dans une déclaration qu'il fit à la Cinquième Commission de l'Assemblée (questions administratives et budgétaires), à l'ouverture du